

Mr Lionel Taccoen
ancien Président du comité
consultatif de l'énergie auprès de
la Commission Européenne

Mr Jean-Louis Butré
Président de la Fédération
Environnement Durable

Paris le 25 mars 2018

Monsieur le Président de la République,

Politique climatique de la France et électricité

Fin 2017, vous avez réaffirmé votre priorité pour la politique climatique de la France : baisse des émissions de gaz à effet de serre, lutte contre le réchauffement climatique. Or les émissions françaises augmentent depuis 2014, et nous constatons que cette évolution n'est pas fortuite.

Votre gouvernement vient de se doter d'un excellent instrument de pilotage de la politique climatique de la France : le "Suivi de la Stratégie Nationale Bas-Carbone".

Il est inscrit dans ce document qu'en 2017 la France a consacré 9,5 milliards d'euros d'argent public pour le climat, dont la plus grande partie, 5,68 milliards, a été utilisé pour les nouvelles énergies électriques essentiellement le solaire et l'éolien. Pourtant le secteur de l'électricité n'est responsable que de 6% de nos émissions totales et les études du Réseau de Transport d'Electricité montrent que dans cette filière le gain possible supplémentaire est pratiquement nul. Ce qui pourrait être résumé par « *Il n'est pas possible de décarboner un secteur qui ne contient pas de carbone* ».

La conséquence est que les secteurs responsables de presque la moitié des émissions, transport et bâtiment, ne reçoivent qu'une faible partie de cet argent public.

Le "Suivi" mentionné plus haut montre un grave dérapage de leurs émissions, particulièrement catastrophique pour les bâtiments.

Cette stratégie est la cause première et durable de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre de la France.

Plus précisément, l'argent pour le climat ne devrait plus privilégier les énergies renouvelables électriques, comme par exemple l'éolien, qui ne permettront pas d'atteindre les objectifs visés. Il devrait être transféré vers les autres renouvelables et l'efficacité énergétique, en ciblant particulièrement les transports et les bâtiments.

Pour enclencher efficacement une baisse des émissions françaises de gaz à effet de serre, indispensable à la crédibilité de la politique internationale de notre pays, et pour conforter votre action diplomatique dans un domaine essentiel à l'avenir de l'humanité, il paraît indispensable de redéployer les financements publics correspondants.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Jean-Louis Butré



Lionel Taccoen

